



# le **BIMI**

Mensuel syndical de l'Union Départementale CGT 93 • N° 807 • octobre 2012 • 1.50 euro

**Et maintenant,  
en route pour la marche  
départementale pour l'emploi  
et l'avenir de la Seine-Saint-Denis**

**MEETING DE LUTTE**  
29 septembre à Aulnay



## DOSSIER

- Campagne des élections T.P.E.

## INFOS LUTTES

- Meeting 29/09  
- Écoles en grève  
- Salariés sans papier  
- Pris sur le vif !

## VIE SYNDICALE

- La formation syndicale

# enpartance

ILE-DE-FRANCE *Donnez du sens à vos vacances*

## PROMOTION PARC AVENTURE LAND

Samedi 6 et dimanche 7  
avril 2013

Samedi 12 et dimanche 13  
octobre 2013

Tarif unique de **14,70 €**  
Pack « Découverte »

### PACK « DÉCOUVERTE » :

Accès aux attractions multiples du parc selon âge et taille minimale requise. Parcours aventure, pistes bleues à noires (maxi 2h) ; parcours adrénaline (+1,50 m). Equipement de sécurité fourni.

Parc aventure Land à Magny-en-Vexin de 10h à 18h30  
2000 personnes/date\* / Parking Privé Gratuit

\*Opération garantie à partir de 1000 billets/date



## SPECTACLES DE FIN D'ANNÉE

### CIRCUS ON ICE

Le samedi 24 novembre 2012

Séances à : 10h, 14h et 17h

Tarif unique de **9,50 €**



Nanterre - Parc André Malraux  
Parkings gratuits et payants à proximité  
TRANSPORTS : bus, métro, RER A  
«Nanterre Préfecture»

### LES MONDES DE RALPH

Le samedi 22 décembre 2012

- Privatisation du cinéma pour la séance de 13h45
- Et 1000 places pour la séance 16h15

Tarif unique de **9,50 €**



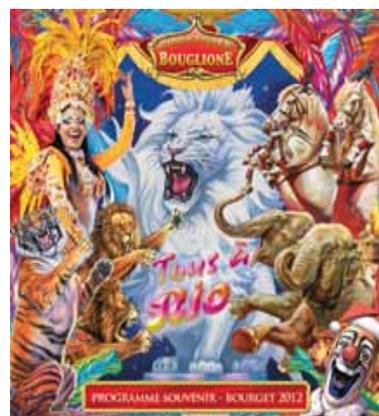
Cinéma Grand Rex,  
Parking : REX ATRIUM 5-7 rue du fbg poissonnière 75009 PARIS  
TRANSPORTS : Métro : Bonne nouvelle (ligne 8 et 9)

### TOUS À RIO

Le samedi 1<sup>er</sup> décembre 2012

3000 places disponibles

Tarif unique de **8,50 €**



Parc des expositions  
de Paris Le Bourget  
Spectacle de 2h avec 15 min d'entracte  
CAPACITE PAR SEANCE : 8 500 places

### INFORMATIONS ET RESERVATIONS :

Enpartance IDF - 120, rue Roger Salengro BP  
113 - 93 701 Drancy cedex  
Tél : 01 48 30 95 16 - Fax : 01 48 30 32 14  
Email : asso@enpartance-idf.fr



## PROFITEZ DES AVANTAGES DE LA CARTE LOISIRS

TouRiSMe - SKi - CuLTuRe - LoiSiRS

### CONTACT :

ENPARTANCE ILE-DE-FRANCE :  
01 48 30 95 16  
asso@enpartance-idf.fr

[www.enpartance-idf.fr](http://www.enpartance-idf.fr)



# le **BIMI**

**Christian Plazas**

Membre du bureau de l'UD CGT 93

## Éditorial

**Le 29 septembre, les 9 octobre et 11 octobre et ce n'est pas fini !**

### Le 29 septembre 2012 : pour l'emploi dans le 93

Les syndicats départementaux ont organisé un meeting avec mafé géant (préparé par les travailleurs sans-papiers), qui s'est terminé par un concert festif!

Le résultat est encourageant, avec plus de 900 participants réunis dans la cité de la Rose des vents à Aulnay. Pour donner des suites à ce meeting, une marche départementale unitaire est en débat. Pour l'emploi Marchons, Marchons!!!

### Le 9 octobre 2012 : pour l'industrie

Le pari n'était pas gagné d'avance, dans un climat économique et social lourd. C'était aussi la première mobilisation sociale d'envergure depuis le changement de majorité politique qui, il est vrai, n'a pas « mis fin à l'antagonisme qui existe entre capital et travail », comme le rappelle B. Thibault. La CGT était d'autant plus attendue au tournant que bien que cette journée s'inscrive dans le cadre de l'appel de la Fédération syndicale européenne de l'industrie, qui regroupe l'ensemble des centrales françaises, elle avait lancé seule cet appel à l'action pour défendre l'emploi et l'industrie. Le résultat est intéressant, et donne de la vigueur à tous ceux qui refusent la fatalité et se battent pour une Europe solidaire et sociale et pour une réponse aux urgences sociales !

### Le 11 octobre 2012 : pour les retraites

Par milliers, les retraités ont manifesté à Paris et en province, à l'appel de six organisations syndicales, dont évidemment la CGT, pour défendre leur pouvoir d'achat, leur accès aux soins pour tous et l'aide à l'autonomie

Nos camarades de l'USR Retraités CGT 93 n'ont pas manqué de se faire entendre, car comme ils le rappellent si justement « tout augmente sauf les retraites ». LA CGT a par ailleurs porté haut et fort son opposition au projet de taxe supplémentaire de 0,15 % sur les pensions de retraites, envisagé par le gouvernement. Il est urgent de taxer aussi les revenus financiers pour financer la Sécurité sociale ! Des mots d'ordre qu'il nous faudra continuer à porter dans d'autres mobilisations, à l'image de cette belle journée!



## AU SOMMAIRE

- 03** • Édito
- 04** • **Mouvements d'octobre: Pris sur le vif !**
- 05** • **Écoles en grève**
- 06** • **« Saliariés sans papiers »**
- 08** • **Dossier**
  - **Campagne des élections T.P.E.**
- 10** • **Meeting du 29 septembre**
  - **Extrait de l'intervention unitaire**
- 13** • **La Formation Syndicale**
- 14** • **Indécosa**
  - **Interview de Christian BOUVIER**  
**Président d'Indecosa - CGT 93**

**CGT 93  
DEBOUT  
POUR LE  
COMBAT**



**BULLETIN D'INFORMATION AUX MILITANTS  
DE L'UNION DÉPARTEMENTALE CGT 93**

ISSN 7656890 N°CPPAP 0713 S 07940

Imprimé par ALLIAGES  
115 avenue Raspail - 94250 Gentilly

Directeur de publication: **Hervé Ossant**  
Tél: 01 48 96 36 37 - Email: [contact@cgt93.fr](mailto:contact@cgt93.fr)  
Tirage à 2600 exemplaires

Ont collaboré à ce numéro: *Matthieu BRABANT, Kamel BRAHMI, Christian BOUVIER, Richard DELUMBÉE, Christian PLAZAS, Françoise MAUBORGNE, Hortensia MORA-SEVEON, Hervé OSSANT.*  
Maquette : UD CGT 93

## 30 SEPTEMBRE: CONTRE LE TRAITÉ EUROPÉEN



## 09 OCTOBRE: CONTRE L'AUSTÉRITÉ ET POUR L'INDUSTRIE



Tête de cortège de la manifestation parisienne



Rassemblement matinal devant le salon de l'auto

## 11 OCTOBRE: POUR UNE RETRAITE DIGNE



## Le 11 octobre, LES ÉCOLES DU 93 ÉTAIENT EN GRÈVE !

Plus d'un millier de personnes se sont retrouvées le jeudi 11 octobre devant les grilles du ministère de l'Éducation nationale pour crier leur colère. Cette forte mobilisation est à l'image de la journée de grève départementale, puisque **50% des enseignants du 1<sup>er</sup> degré avaient décidé de cesser le travail.**

Il faut dire que la situation des écoles de la Seine-Saint-Denis, en cette rentrée scolaire, est extrêmement préoccupante. Chaque jour, et sur tout le département, des dizaines de classes se retrouvent sans enseignant par manque de moyens de remplacement.

En effet, 250 postes étaient vacants dès la rentrée et ont été comblés par les moyens de remplacement ou de formation en utilisant les 450 professeurs des Ecoles stagiaire. En conséquence, les moyens en remplacement sont désormais réduits à néant.

La liste complémentaire du concours est d'ores et déjà épuisée, mais il faut dire que cela ne concernait que 11 personnes. 50 vacataires ont également été recrutés.

Cette situation alarmante est le résultat des nombreuses suppressions de postes que l'école a subies ces dernières années, alors que la situation va encore s'aggraver au fur et à mesure des absences à remplacer.

Une telle pénurie de personnel contribue à dégrader davantage des conditions d'enseignement déjà rendues difficiles par la destruction des postes RASED (aide aux élèves ayant des difficultés scolaires), l'in-

tégration des enfants en situation de handicap sans les moyens nécessaires (un grand nombre d'élèves en situation de handicap intégré et notifié non pas d'AVS/EVS qui sont les personnels devant normalement les accompagner).

### **C'est inacceptable !**

C'est un manque de respect flagrant vis-à-vis des élèves de Seine-Saint-Denis et de leurs familles ! C'est un mépris total des conditions de travail des enseignants ! C'est pour cela qu'un concours extraordinaire doit être prévu.



**ÉCOLES  
EN  
GRÈVE**

La CGT-Educ'Action participe à l'intersyndicale 1er degré avec le SNUipp-FSU, le Snu-di-FO, le SE-UNSA et SUD-Education. C'est dans ce cadre unitaire qu'elle a participé aux négociations préalables à la grève du 11 octobre sur la base d'un texte intersyndical. Toutefois, il est évident que nous n'avons pas accepté le développement de la précarité massive dans le département : l'administration a comme seule réponse le recrutement de 300 contractuels ! C'est d'autant plus scandaleux que jusqu'à présent, sur toute la France, il n'y avait que 40 contrac-

tuels dans le 1er degré : l'administration avance donc massivement vers l'utilisation de précaires dans le 1<sup>er</sup> degré. **Pour nous, tous les collègues recrutés doivent pouvoir être titularisés !**



## **La CGT-Educ'Action 93 revendique :**

- Le recrutement immédiat d'enseignants fonctionnaires d'Etat à la hauteur des besoins et la titularisation sans condition des vacataires et contractuels déjà engagés.
- La création immédiate des postes nécessaires
- Les moyens nécessaires à la scolarisation des enfants en situation de handicap
- Un plan pluri-annuel de création massive de postes au concours de l'académie de Créteil
- L'augmentation du temps de formation sur le temps de travail des stagiaires du département.
- Conformément à l'article 9 du décret n°90-680, l'ouverture d'un nouveau concours externe, la liste complémentaire étant épuisée.

## « SALARIÉS SANS PAPIERS »

**À la Valls hésitation, la CGT répond rassemblement et mobilisation !**

**L**e lundi 1er octobre la Plateforme 12, plateforme des douze organisations syndicales et associations engagées dans la défense des travailleurs et travailleurs sans papier a été reçue par Manuel Valls, Ministre de l'Intérieur, en présence d'une représentante du ministère du travail.

(Déclaration de la plateforme 12-CGT, FSU, UNEF, Autremonde, La Cimade, Collectif 31 mai, Femmes Egalité, JOC, LDH, MRAP, RESF, SOS Racisme, disponible sur <http://www.cgt93.fr>.)

Lors de cette réunion, réclamée de longue date par la plateforme sous l'impulsion de la CGT, les interventions sont toutes allées dans le même sens. Il a été rappelé avec force la nécessité de régulariser les grévistes qui ne l'ont pas encore été et demandé de régler les sérieux dysfonctionnements dans le traitement des dossiers des étudiants et jeunes diplômés. La régularisation des jeunes majeurs et des familles des enfants scolarisés a aussi été revendiquée.

L'ensemble des membres de la plateforme a par ailleurs vertement critiqué la législation concernant les migrants et formulé le souhait d'une refonte du Cesda.

La CGT, a plus particulièrement insisté sur le fait que ces situations de salariés sans titre de séjour valable, étaient d'abord des situations de travail et que le blocage dans la régularisation revenait à accepter et encourager la surexploitation de travailleurs parce que sans papier. Nous avons porté notre analyse sur le fait que les travailleurs migrants n'avaient pas vo-

cation à être victimes et encore moins des vecteurs de la déréglementation. Et que cela n'était en rien la somme de situations individuelles, mais bel et bien le produit du système lui-même qui permettait à nombre de patrons de venir faire leur marché en forces de travail particulièrement vulnérables.

**LA CGT a réitéré son opposition aux fermetures administratives des entreprises qui embauchaient des travailleurs sans papier.**

Nous avons réitéré notre opposition aux fermetures administratives des entreprises qui embauchaient des travailleurs sans papier et continuons à revendiquer la régularisation des travailleurs avec l'obligation aux patrons d'y contribuer.

Concernant les grévistes non encore régularisés, la CGT a insisté sur le fait que ces hommes et ces femmes en s'engageant dans la grève avaient aidé à endiguer «le feu» du racisme et de la xénophobie que le gouvernement précédent avait attisé à des fins électorales. Avec leurs grèves, ils avaient fait la démonstration, sur les piquets, qu'ils n'étaient pas en France pour s'immiscer subrepticement dans les interstices de la société afin de vivre au crochet de la protection sociale. Ce mouvement ayant contribué à la défaite de N.Sarkozy, la demande de régularisation des grévistes n'en devenait que plus légitime. Le gouvernement n'a pour l'instant pas apporté de réponse sur ce point.

Rassemblement et manifestation de la DIRECCTE à la Préfecture le 26 septembre



Le ministre de l'intérieur, Manuel Valls, nous a informé du caractère imminent de la publication de la circulaire de régularisation. La Plateforme des 12 devrait être consultée avant son édition. Une assemblée générale des grévistes régularisés et non régularisés a eu lieu le 3 octobre à Montreuil, pour faire un point suite à cette réunion. La CGT qui agit énergiquement pour obtenir des avancées sur la question des salariés sans papier reste mobilisée pour lutter contre cette surexploitation de travailleurs sans droit, et contrer cette concurrence entre salariés qui profite à un certain patronat. À suivre.

© Photosociale / Bernard Rondeau



## Libérez-vous du risque



**Plus de 250 000 salariés nous font déjà confiance**  
au travers de solutions négociées par leur CE

### Un spécialiste de l'assurance des groupements de salariés

- **Véhicule** : Auto - Moto - Malusés/résiliés
- **Habitation** : Habitation - Scolaire
- **Loisirs** : Navigation de plaisance - Caravaning - Chasse - Camping-car - Voyage - Sports d'hiver
- **Santé - Vie** : Santé - Accidents de la Vie - Obsèques - Dépendance - Épargne/retraite

**Plus de 1 000 associations et CE nous ont choisis**  
pour notre professionnalisme et notre engagement

### Un savoir-faire et une expertise dans l'assurance des Comités d'Entreprise

- Responsabilité civile liée à vos activités sociales
- Responsabilité civile des mandataires sociaux
- Multirisques incendie ou risques locatifs de vos locaux ou de votre patrimoine
- Votre matériel / tous risques informatiques
- Véhicules
- Contrat auto-mission
- Dommages ouvrage

### Nos conseillers sont à votre disposition

Michel Fontaine : 01 70 60 10 66

Jacques Delouis : 01 70 60 10 64



COURTIER EN ASSURANCE

Groupe SATEC - 24, RUE CAMBACÉRÈS - 75413 PARIS CEDEX 08  
TÉL. 01 42 80 15 03 - FAX 01 42 80 59 32

SA de Courtage d'Assurances au capital social de 25 244 877, 42 € indirectement détenu à plus de 10% par AXA France Assurance RCS PARIS 784 395 725 - Registre des Intermédiaires d'Assurance n°07000665 - Site orias : <http://www.orias.fr/> - Sous le contrôle de l'ACP, Autorité de Contrôle Prudentiel - 61, rue Taitbout - 75436 Paris Cedex 09. TVA Intracommunautaire : SATEC FR 70784395725 - POUR LE PLACEMENT DE VOS RISQUES, LE GROUPE SATEC SÉLECTIONNE LES COMPAGNIES LES PLUS COMPÉTITIVES  
[www.satecassur.com](http://www.satecassur.com) - [www.assurermonteau.com](http://www.assurermonteau.com)

# La parole aux salarié-e-s et des particuliers

**N**ous sommes à 1 mois de l'ouverture du scrutin pour les 4 611 850 salarié-e-s dont l'inscription est désormais bouclée par le ministère du Travail.

L'étape prochaine de ce processus électoral sans précédent, sera l'envoi à domicile du matériel de vote : enveloppe T pré-remplie, un bulletin de vote à cocher — il s'agit d'un vote par sigle — professions de foi et identifiant pour le vote par internet. La période de réception de ces courriers sera comprise entre le 3 et le 23 novembre.

## Cochez « la CGT »

En Ile-de-France, le vote par sigle se concrétise par un choix de cases à cocher sur le bulletin : 10 syndicats vont solliciter les suffrages de tous les électeurs et 13 organisations seront candidates seulement pour certaines professions (les assistantes maternelles, le spectacle, les sportifs, la santé, les concierges, etc.)



Aux confédérations historiquement reconnues s'ajoutent les candidatures de l'UNSA, Solidaires, la CNT, plus des listes factices ce qui a contraint la CGT à déposer des recours. La dispersion des voix dans un contexte de forte abstention est un risque réel.

La mobilisation de l'électorat CGT, celui que l'on retrouve déjà aux élections prud'homales, devient un enjeu majeur pour l'ensemble de notre politique revendicative : or c'est cette mobilisation qui déterminera tous les 4 ans, le poids de la CGT dans la négocia-

tion de la plupart des 700 conventions collectives.

Faire cocher la case « La CGT », c'est muscler le dialogue social en faveur des revendications.

## Comment voter aux élections TPE ?

L'absence jusqu'ici d'élections professionnelles ouvertes aux salariés des entreprises de moins de 11 salariés, ne nous permet pas l'économie d'un transfert d'expérience, des bases organisées vers les salariés sans expérience.

Le vote par correspondance va commencer le 28 novembre pour s'achever le 12 décembre : il faudra donc renvoyer l'enveloppe pré-affranchie... avant le 10 décembre, y avoir placé l'enveloppe vierge du vote lui-même, avec le bulletin coché une seule fois: de préférence sur la case «La CGT»

Sinon, le vote sur internet sera possible en se connectant dès le 28 novembre à partir de 9h00 du matin et jusqu'au 12 décembre à 19h00. Pour s'identifier, il faudra gratter son courrier reçu de la DIRECCTE et récupérer ainsi son code électeur à saisir. Puis cliquer au lieu de cocher !

## Des enjeux pour toute la CGT

Les élections TPE vont conclure, avec le dépouillement prévu le 18 décembre, le calcul national de la représentativité syndicale et donc le poids de chaque organisation dans les négociations à venir.

Avec plus de 4,5 millions d'inscrits, ce sera la consultation électorale la plus importante en France, depuis les législatives : au-delà des TPE, elles peuvent donner le ton du climat social... pour 2013.

# SALA DES PE ENTRE

# ELECTIO

28 NOV - 12 DEC

# Votons

# PETITE ou MEMES POUR TO

Affiche disponible da

# des Micro-Entreprises

▷ 28 NOV - 12 DEC

La CGT poursuit une campagne « gagnons les mêmes droits pour tous », qu'en Seine Saint-Denis nous avons déclinée en « petite ou grande, même droits pour tous les salariés ». Nous prenons date dans un champ syndical qui reste assez désertique et qui connaît pourtant les salaires souvent les plus bas, les horaires les moins contrôlés et les conditions de travail les plus dégradées.

Comment construire un nouveau statut du travail salarié et une sécurité sociale professionnelle si nous n'aidons pas les salariés des TPE à prendre en main cette conquête de leurs droits ?

## Répondre maintenant aux attentes

L'enquête réalisée cet été auprès des salariés inscrits, peut servir de mesure au travail que la CGT a encore à accomplir pour gagner au vote dans les TPE.

36% de ces salariés accordent une confiance limitée aux Syndicats pour les défendre, mais 75% les trouvent nécessaires pour négocier au niveau national.

L'attente de proximité est réelle en termes d'assistance (62%) et d'écoute (60%) : dans ces conditions, près de la moitié des salariés de TPE disent qu'ils pourraient se syndiquer.

Ainsi 90% d'entre eux, estiment important de se protéger contre le risque d'accident du travail et de harcèlement, quand 69% trouvent leur salaire trop bas pour le travail qu'ils fournissent.

## Une campagne CGT qui ne néglige rien

Le vote électronique doit nous inciter à multiplier les appels à voter CGT par internet : plusieurs organisations CGT (ex: [www.cgt93.fr](http://www.cgt93.fr)) disposent déjà de blogs dédiés et les réseaux sociaux peuvent, bien sûr, être mis aussi à contribution.

Mais la visibilité de la CGT n'est pas que virtuelle dans cette campagne avec les flyers pour les « porte-à-porte » dans les rues commerçantes, les pépinières d'entreprises ou petites zones d'activité.



L'exigence de panneaux d'affichage dans les lieux publics peut augmenter l'efficacité des collages dans les localités. L'UD CGT 93 a écrit à tous les maires pour en obtenir et a reçu quelques réponses positives.

N'oublions pas enfin que les salariées de l'aide à la personne forment un contingent d'électrices qui sera déterminant : on les rencontre dans les squares avec des poussettes, les aires de jeux des cités... mais très souvent dans nos permanences juridiques.

L'organisation de bureaux de vote militants terminera en décembre cet engagement de toute la CGT auprès des salariés de TPE.



RIES  
TITES  
PRISES

NS 2012



GRANDE  
DROITS  
OUS

[www.cgt93.fr](http://www.cgt93.fr)

ns les Unions Locales

**MEETING DE LUTTE**  
29 septembre à Aulnay

Le soleil lui aussi était venu apporter son soutien aux salariés en lutte pour leur emploi.

Le samedi 29 septembre des centaines de personnes sont venues participer à un meeting au cœur de la cité des 3.000 à Aulnay. Au programme, mafé solidaire préparé à l'initiative de salariés sans papier, témoignages revendicatifs et offensifs de responsables syndicaux d'Air France, SERVAIR, ICTS, Roto 93 et bien sûr PSA, et concert d'un groupe engagé Z.E.P. (Zone d'expression Populaire) qui s'inspire autant qu'il galvanise de ses refrains les mouvements sociaux.

L'initiative a su mobiliser le corps militant, venu de toute la Seine-Saint-Denis, ce qui -après une séquence électorale dense et importante- n'était pas gagné, et représente un premier motif de satisfac-

tion. Cependant force est de constater un résultat en demi-teinte s'agissant de l'élargissement de la mobilisation à la population du quartier.

Une population rongée par la précarité, le chômage, une insécurité sociale dont nous savons qu'elle mine les esprits, détruit le sens de l'empathie, la volonté de se battre et de revendiquer.

Pour autant, dans l'un des quartiers les plus difficiles de la Seine-Saint-Denis, les habitants s'ils n'étaient pas aussi nombreux que l'on aurait souhaité, n'ont exprimé aucun signe de défiance. C'est une sorte de soutien passif qui a été donné à cette initiative unitaire. Le défi est à présent de modifier cet état d'esprit. De continuer à s'adresser à la population pour créer les conditions de sa mise en mouvement, pour qu'elle lutte avec les salariés. Car au-delà des entreprises concernées, ce sont des villes entières, un département entier, que le patronat a l'intention de ruiner pour augmenter ses profits. L'émergence d'un large rassemblement associant mobilisation des habitants et des salariés est un défi réclamant un difficile travail de fond, mais qui est l'une des clefs de l'élévation du rapport de force ●

## Meeting du 29 septembre à Aulnay pour la défense de l'emploi dans le 93 extrait de l'introduction unitaire :

Les organisations syndicales de la Seine-Saint-Denis ont décidé d'organiser ce meeting pour soutenir les multiples luttes sociales qui traversent notre département. Les salariés de Peugeot Citroën, de Sanofi, de Presstalis, de Roissy et bien d'autres sont engagés dans de rudes batailles pour défendre leur emploi, et à travers leurs emplois ils défendent aussi le tissu industriel de tout le département.

Nous souhaitons dire à l'occasion de ce rassemblement que la lutte de ces salariés est notre lutte à tous !

Oui, il s'agit d'un combat d'intérêt général pour faire plier un patronat qui a choisi de maltraiter notre territoire pour défendre ses privilèges. [...]

**La crise que nous traversons ce sont les financiers, les banquiers irresponsables et les patrons gavés aux énormes salaires qui en sont responsables**, et il faudrait que l'on accepte d'en payer les pots cassés sans rien dire, et bien nous répondons dans l'unité qu'on ne lâchera pas pour nos emplois !

Les organisations syndicales rassemblées ont souhaité tenir ce meeting de lutte, au cœur d'un quartier populaire, en cœur de vie car c'est ici que se trouvent les travailleurs et les travailleuses qui font tourner les usines et les entreprises. C'est ici que se trouve la jeunesse qui souffre du sous-emploi, de la précarité,

des bas salaires. Mais c'est surtout ici que les gens se battent au quotidien pour dépasser les difficultés so-



© Photosociale / Bernard Rondeau

ciales, organiser des solidarités, revendiquer le respect, la justice et la dignité de ceux qui n'ont que leur travail pour vivre. [...]

La naissance de ce quartier est liée à la création de l'usine PSA d'Aulnay. Nous en appelons à la mobilisation de tous pour imposer à la famille Peugeot, exilée fiscale en Suisse, qu'elle prenne les dispositions nécessaires à la pérennité de l'usine d'Aulnay.

Et la première des mesures, c'est de maintenir la production de la C3 à Aulnay jusqu'en 2016.

Car vous avez sûrement tous entendu, rabâché dans les médias, que PSA était en grande difficulté. [...]

Les actionnaires et les milliardaires propriétaires du groupe cette année n'auraient pas de dividendes! [...]



© Photosociale / Bernard Roudreau

Ce qu'on oublie de dire c'est que PSA a versé près de 6 milliards d'euros de dividende à ses actionnaires au cours des 10 dernières années. PSA n'a jamais vendu autant de voitures ces deux dernières années. PSA a bénéficié de multiples aides de l'Etat, pour soutenir la consommation de véhicules, financer la recherche, a obtenu des baisses d'impôts continus sous l'ère Sarkozy.

Les patrons et le MEDEF osent encore nous parler du coût du travail en France ! Il faut savoir que les salariés de notre pays sont les plus productifs au monde par heure travaillée. NON, les travailleurs en France ne coûtent pas trop chers, mais sont au contraire pas assez payés !

De meilleurs salaires c'est plus de pouvoir d'achat, une relance de la consommation, et donc plus de croissance et plus d'emplois ! Ce n'est pas le coût du travail le problème mais le coût du capital : la course folle des dividendes, la financiarisation de l'économie, la prédation des fonds d'investissements privés, voilà ce qui sert d'instrument au massacre de l'emploi et au désastre industriel. [...]

Il n'y a pas de fatalité à voir nos usines fermer, nos services publics affaiblis, et le chômage prospérer.

Les pouvoirs publics peuvent et doivent agir plus fortement et sans attendre, car l'urgence économique et sociale c'est maintenant !

Qu'attend-t-on pour imposer à SANOFI, énorme groupe pharmaceutique qui a fait l'an dernier 9 milliards de bénéfices et prévoit tout de même de supprimer plus de 900 emplois, dont 230 à Romainville, qu'attend-t-on pour obliger SANOFI à faire passer les emplois et les salaires avant les actionnaires ?

Qu'attend-on pour rappeler à SANOFI que ses profits se font grâce à notre système de protection sociale, à l'assistanat des crédits impôts recherches, aux exonérations de charges sur les bas salaires, à la productivité des salariés ?

## EMPLOIS EN DANGER

Qu'attend-t-on pour défendre notre système de distribution de la presse, gage de son pluralisme ? Distribution que l'on a minutieusement affaibli en lui retirant des activités, jusqu'à vouloir signer son acte de mort. Quand imposera-t-on à Air France d'autres choix que

ceux de la jungle libérale qui détruit des emplois et des acquis sociaux ?

Quand va-t-on enfin agir pour lutter contre la précarité sur la plateforme de Roissy. Car là où l'activité est non délocalisable, le patronat se débrouille pour imposer l'hyper précarité, la flexibilité imposée, les bas salaires, des conditions et des contrats de travail low cost, alors que les profits eux ne connaissent jamais la crise.

Il y'a urgence à agir, pour les emplois, les salaires, la formation des jeunes, une grande politique industrielle. Pour lutter contre l'emprise des marchés financiers sur nos économies, et réorienter la création de richesse vers la satisfaction des besoins des populations. Les moyens existent pour financer des politiques en faveur du progrès économique et social. Ces moyens il faudra aller les chercher là où ils se trouvent, pas dans nos poches, mais dans les caisses des grands groupes !

En 2011, les groupes du CAC 40 ont réalisé pour 74 milliards € de bénéfices nets et ont versé près de 51% de ces bénéfices en dividendes. Et c'est parce qu'ils n'ont pas cessé de casser et de précariser l'emploi, de limiter les investissements et les efforts de recherche et de formation en France et en Europe qu'ils ont

**En 2012, les 30 premières entreprises du CAC 40 ont déjà réalisé pour 34 milliards de bénéfices ! Ce sont ces mêmes grandes entreprises qui bénéficient d'une très grande part des 172 milliards d'euros annuels de « niches fiscales et sociales »**

accumulé, en 2011, une trésorerie de 267 milliards d'euros, soit l'équivalent de la totalité des ressources nettes de l'État !

On trouve, dans ces avantages, sans aucune contrepartie pour l'emploi, la formation, les salaires, les exonérations de cotisations sociales patronales, dont le montant cumulé total depuis 1993, dépasse largement les 200 milliards d'euro.

Alors que ces entreprises bénéficient en permanence du travail, de la créativité et des ressources des salariés, des aides massives de l'Etat, elles provoquent la désindustrialisation du pays et la casse de milliers d'emplois. [...]

Défendre nos entreprises et nos emplois va de pair avec la défense de nos services publics. Dépenser plus pour la santé, pour l'éducation et la formation, pour la recherche, pour la culture, pour le logement social, pour les transports et les infrastructures col-

lectives, pour l'environnement... cela contribue au développement de la productivité.

Allez essayer de bien faire tourner l'économie avec des technologies modernes mais avec des gens qui ne peuvent pas se soigner, qui sont insuffisamment formés, avec de mauvaises infrastructures et de mauvais services de transport ! Vous verrez ce que cela donne...

Il faut exiger, à l'appui des luttes pour l'école, la santé, la recherche, le logement, la culture... une relance des services publics et, donc, une augmentation des emplois et de la formation publique.

Dans ce département, nous avons réussi à contrer des mauvais coups contre l'Hôpital Public. La lutte victorieuse pour la pérennité de la Maternité des Lilas, la sauvegarde du service cardiologique de l'Hôpital Ballanger, du service maternité de Saint-Denis. Des moyens ont dernièrement été arrachés pour l'Hôpital intercommunal de Montreuil. [...]

La reconquête et le développement du service public en Seine-Saint-Denis nous les lions à ces luttes pour l'emploi, la défense de nos entreprises. Car en plus de générer de l'insécurité sociale, une intervention publique affaiblie, est anti-économique.

Le service public favorise aussi le développement des entreprises locales. Le service public, c'est de la justice sociale, de la création de richesses, et c'est souvent des services de meilleur qualité et moins chers que dans le privé. Ce secteur privé toujours à l'affût de nouveaux profits qui n'attend qu'une chose, que l'on privatise. [...]

**Oui, d'autres choix sont possibles. Si les plus hautes autorités de l'Etat manquent de volonté et de courage pour les imposer, seule l'émergence d'un mouvement populaire puissant permettra de faire bouger les lignes.**

Pour ce faire nous avons d'ores et déjà le 9 octobre, lors de la journée d'action européenne pour l'emploi industrielle, nous serons avec les PSA et bien d'autres au salon international de l'automobile, pour faire raisonner l'exigence du maintien du site d'Aulnay.

L'industrie a de l'avenir. Nous utilisons quotidiennement des biens produits dans les usines. Demain, il faudra en inventer de nouveaux. Ces produits de demain, c'est vous, c'est nous qui les fabriquerons.

Notre département est riche de sa jeunesse, de ses compétences, de ses infrastructures, de sa situation géographique aux portes d'une des plus importantes capitales du Monde. Cette situation géographique certains, comme le groupe Peugeot, souhaite l'utiliser dans une logique de spéculation foncière. Nous en appelons aux pouvoirs publics, les terrains de la Seine-Saint-Denis ne sont pas à vendre aux spéculateurs. L'aménagement du territoire c'est une question politique, qui implique d'associer les populations aux décisions qui les concernent et à la construction de leur cadre de vie et de travail.



Rappelons que la Seine-Saint-Denis est une terre de production, de vie culturelle, de lutte solidaire. Et que Tous ses atouts nous sommes décidés à les utiliser pour continuer à vivre, travailler, et produire en Seine-Saint-Denis !

Continuons à interpeller les élus, à faire signer nos pétitions.

Continuons nos initiatives publiques, nos manifestations, chaque geste de soutien pour et avec les salariés en lutte sera utile pour faire grandir le rapport de force. [...]

Pour cela, nous avons besoin de tous ! Chacun doit repartir d'ici avec l'énergie de ceux qui ont décidé de ne pas baisser les bras, lucides car nous savons que rien ne nous sera donné, conscients que la force du nombre est de notre côté, intransigeants car d'autres solutions existent pour remettre l'économie au service des hommes et des femmes et non le contraire. [...]

Le meeting d'aujourd'hui n'est pas une fin mais un commencement. D'ores et déjà nous annonçons la construction d'une marche départementale pour l'emploi.

La Seine-Saint-Denis, la belle, la rebelle n'a pas dit son dernier mot ! Tous les emplois doivent être sauvegardés !

**L'usine PSA ne doit pas fermer !**

## ON LACHE RIEN !

### Stage: **La formation professionnelle: un enjeu revendicatif majeur** du 3 au 4 décembre 2012

Le Collectif Formation Syndicale de l'UD CGT 93 organise un stage intitulé « La formation professionnelle : un enjeu revendicatif majeur ».

Ce stage se déroule du 3 au 4 décembre 2012 à la Bourse départementale du travail de la Seine-Saint-Denis (Bobigny).

La question de la formation professionnelle est directement au cœur des problématiques du travail, de l'emploi, des conditions de travail et des revendications salariales.

La formation professionnelle constitue en effet un enjeu majeur pour la reconquête du domaine économique par les salariés. Elle permet d'une part d'acquérir des qualifications professionnelles et d'autre part de lutter contre l'exclusion sociale ou le confinement dans des activités précaires.

Ce champ revendicatif ne peut être laissé à quelques camarades dits spécialistes de la question. Il doit être pleinement appréhendé par l'ensemble du corps militant.

Ce stage est donc ouvert aux élus CE mais aussi à tous ceux qui veulent s'investir sur cette question et participer à l'élaboration d'un plan de formation dans leur entreprise.

Au cours de cette formation seront notamment abordés :

- ▶ *le cadre juridique : la loi du 13 août 2004 et du 24 novembre 2009*
- ▶ *le plan de formation : Elaboration et choix stratégiques*
- ▶ *La formation professionnelle tout au long de la vie : un enjeu revendicatif*

Merci de renvoyer le coupon d'inscription ci-dessous au collectif Formation Syndicale,  
UD CGT 93, 1 place de la Libération, 93016 Bobigny - Hortensia: 01 48 96 36 56



### Je m'inscris au stage :

### «La formation professionnelle: un enjeu revendicatif majeur» du 3 au 4 décembre 2012

Nom ..... Prénom .....

Adresse personnelle .....

.....

Ville ..... CP .....

 ..... Portable: .....

@.....

Entreprise ..... UL .....

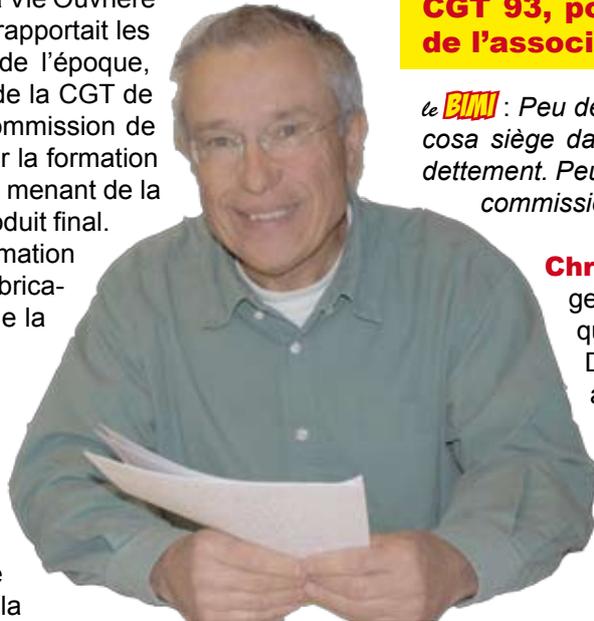
Mandat ..... Responsabilité syndicale .....

## Interview de Christian Bouvier Président d'INDECOSA-CGT 93

**Indecosa-CGT** est une association de défense des consommateurs et des locataires. Elle est née en octobre 1979 d'une volonté de la de la CGT de se doter de moyens nouveaux pour agir dans les domaines de la consommation, de l'environnement et du cadre de vie. Les interventions de la CGT sur les enjeux de consommation ne datent pas d'hier. Les batailles contre la vie chère sont nées avec le salariat. La Vie Ouvrière du 5 octobre 1910, qui rapportait les débats des dirigeants de l'époque, fait état de la décision de la CGT de mettre en place une commission de la vie chère pour étudier la formation des prix et le processus menant de la matière première au produit final. L'histoire de la consommation met en évidence son imbrication dans les rapports de la société.

Indecosa-CGT s'est donc continuellement intéressée aux liens entre consommateur et loi du marché : elle n'a cessé de remettre en cause la théorie de la liberté économique, qui, selon elle, n'a pas toujours apporté au consommateur la liberté de choisir et la baisse des prix. Ses grandes batailles des années 1980 ont porté sur la valeur des produits (campagne sur la balance TERAILLON en lien avec le Comité d'Entreprise), la réglementation des locations (campagne pendant les vacances), la gratuité des chèques (campagne contre les chèques payants)...

À la fin des années 1990, Indecosa-CGT a défendu les consommateurs en agissant directement auprès des pouvoirs publics : pour l'adoption de la loi contre les exclusions de septembre 1998, en rendant un rapport au



res judiciaires dans l'affaire du Mediator. Cette association mène de nombreux combats pour protéger et informer les consommateurs tout en portant des valeurs sociales et environnementales.

**Nous sommes allés à la rencontre de Christian Bouvier, président d'INDECOSA-CGT 93, pour qu'il nous détaille l'activité de l'association sur le département.**

**le BIM** : *Peu de syndiqués et de salariés savent qu'Indecosa siège dans la commission préfectorale du surendettement. Peux-tu nous informer sur son rôle dans cette commission ?*

**Christian Bouvier** : Effectivement nous siégeons dans cette commission préfectorale, qui est pilotée par la Banque de France. Des dossiers de ménages surendettés, après avoir été traités par l'administration de la Banque de France, nous sont transmis pour examiner l'élaboration de solutions.

Les réponses apportées sont le plus souvent un mélange d'étalement des dettes et de recherche de compromis avec les créanciers notamment pour qu'ils revoient à la baisse leur prétention de recouvrement. Une limitation des frais d'intérêt peut aussi être décidée. Dans les cas les plus difficiles cela peut aller jusqu'à l'effacement de la dette.

Même si notre rôle dans le traitement particulier des dossiers reste limité, nous profitons de notre présence dans cette commission pour faire du lobbying actif contre les organismes de crédit à la consommation qui pratiquent des taux usuriers : le crédit revolving, la multiplication de l'offre de cartes de crédit, soit disant faite pour faciliter l'achat, sont des produits « hautement toxiques » pour les finan-

ces des ménages modestes. Ce sont souvent ces crédits qui entraînent les gens dans

**«...Nous sommes très critiques vis-à-vis du modèle de société néo libérale. La consommation telle qu'elle est organisée et suscitée, notamment grâce au matraquage publicitaire, est un pilier de l'organisation économique et sociale actuelle.»**

CNC sur la législation des loteries, en militant contre l'utilisation des éthers de glycol à usage domestique et professionnel en 1999, contre les pratiques de viande au détergent dans l'affaire Brunet en 2001. Depuis 2007, Indecosa-CGT se bat pour un maintien de la clause de sauvegarde du MON810 (clause empêchant la culture du maïs transgénique) et a également engagé des procédu-

res difficultés.

Dans ce domaine, nous rencontrons des situations proprement scandaleuses. On s'aperçoit que des sociétés de recouvrement utilisent des moyens parfois malhonnêtes, en jouant sur l'ignorance des gens, pour récupérer des sommes dont une très grande part est indue. La



crise actuelle, les multiples sollicitations à la consommation, provoquent une augmentation des cas de surendettement. C'est une exploitation des plus vulnérables, qui n'est pas à notre avis suffisamment dénoncée. Notre rôle est aussi d'apporter un soutien à ces ménages pour qu'ils fassent valoir leurs droits.

le **BIMI** : L'information des consommateurs est donc un enjeu important :

**Christian Bouvier** : C'est souvent l'élément qui permet de dénouer des imbroglios, voire de contrer des arnaques pures et simples. Dernièrement, nous sommes beaucoup intervenus sur des dossiers d'abonnement de téléphonie mobile et internet. Les opérateurs n'hésitaient pas à mettre en avant des arguments fallacieux pour inciter les clients à maintenir leur abonnement, ou engager des reconduites d'un voire deux ans.

Cela s'apparentait ni plus ni moins à forcer la vente. Des pratiques si grossières que nous avons peu de mal à obtenir gain de cause pour les personnes qui viennent nous voir. Car souvent il n'y a pas de contrat signé. Cela illustre tout de même une logique de « guerre économique ». On presse les vendeurs, qui à leur tour tentent de presser le citron des consommateurs. L'éthique, le conseil, la qualité du service, tout cela est évacué, au profit de la course aux chiffres de vente..

le **BIMI** : Indecosa veut aussi être une association qui s'interroge sur la consommation.

**Christian Bouvier** : Nous sommes très critiques vis-à-vis du modèle de société néo libérale. La consommation telle qu'elle est organisée et suscitée, notamment grâce au matraquage publicitaire, est un pilier de l'organisation économique et sociale actuelle. On peut dire que cela participe à imprégner idéologiquement les consciences.

La concurrence, l'individualisme, la perpétuelle course à la possession, le paraître et l'avoir qui passent avant l'être...toutes ces valeurs véhiculées par notre société de consommation alimentent autant qu'elles soutiennent le système libéral. Cependant, le consommateur, s'il est plutôt vu comme une vache à lait par le système, a pourtant les moyens de peser pour que cela change. La construction d'une société solidaire qui dépasserait l'individualisme, et le gâchis des ressources humaines et environnementales du modèle actuel, peut trouver un allié essentiel chez le consommateur.

Au vu des sommes astronomiques qui sont dépensées dans la consommation, on peut imaginer le moyen de pression que cela peut générer, si cela est utilisé comme élément de



Rassemblement le 16 octobre contre les projets de fermeture des sites de la Banque de France de Saint-Denis et Pantin

lutte. Boycott, consommation socialement éthique, qui respecte l'environnement, des méthodes existent et ont fait leur preuve lors par exemple de la campagne de boycott du régime de l'apartheid. Pour cela il faut bien évidemment une conscientisation importante, une appréhension d'une commune humanité qui soit largement partagée et un contreprojet de société qui soit populaire. C'est tout l'enjeu du lien d'INDECOSA avec le syndicalisme CGT.

### → POUR BIEN SE DÉFENDRE ←

**D'abord mieux connaître ses droits!**  
**Un souci de droit ? de consommation ? faites en nous part**

Mail : [indecosa@cgt93.fr](mailto:indecosa@cgt93.fr) Tél. : 01 48 96 36 37

### PERMANENCES

→ **Bobigny:**

UD CGT - 1, place de la Libération  
 Mercredi matin - Tel: 01 48 96 36 37

**Ne vous laissez plus croquer**

→ **Le Blanc Mesnil:**

UL CGT - 158, avenue Charles Floquet  
 Mercredi Matin - Tel: 01 48 67 02 86

→ **Bondy:**

MAIRIE- Lundi après midi sur RDV  
 Tel: 01 48 50 53 00  
 MJSP - 1, avenue Jean Lebas  
 Tel: 01 71 86 64 30

→ **Stains:**

UL CGT - 4, rue Albert Einstein  
 Tel: 01 71 86 64 30



Fonctionnement

Offres et services

## Depuis plus de 30 ans, la Macif est partenaire des comités d'entreprise.

Notre longue expérience au sein de l'économie sociale nous a permis d'identifier vos besoins spécifiques et de développer une protection parfaitement adaptée.

La Macif est l'assureur privilégié des CE en France !

**Vous voulez en savoir plus, rendez-vous en Points d'accueil ou sur [www.macif.fr](http://www.macif.fr)**

Macif - Mutuelle Assurance des Commerçants et Industriels de France et des cadres et salariés de l'industrie et du commerce. Société d'assurance mutuelle à cotisations variables. Entreprise régie par le Code des assurances. Siège social : 2 et 4, rue Pied-de-Fond 79037 Niort Cedex 9.

